



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 6 décembre 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, octobre 2006

2

En octobre, la valeur des permis de bâtir a enregistré son deuxième niveau mensuel en importance, grâce à de fortes hausses des intentions de construction pour les logements multifamiliaux et les bâtiments commerciaux. Les intentions ont dépassé la barre des 6 milliards de dollars pour une deuxième fois seulement.

Revenus et dépenses d'exploitation des fermes, 2005

7

Éditeurs de journaux, 2005

8

Bulletin de l'analyse en innovation, décembre 2006

9

Enquête sur les voyages des Canadiens : voyages intérieurs, 2004

9

Nouveaux produits

10



Communiqués

Permis de bâtir

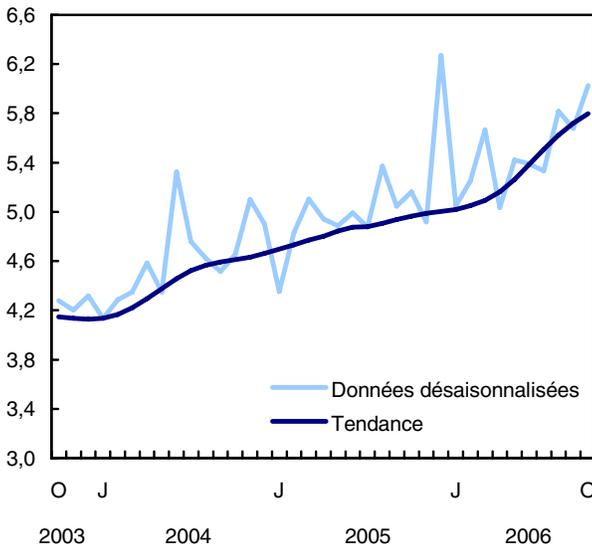
Octobre 2006

En octobre, la valeur des permis de bâtir a enregistré son deuxième niveau mensuel en importance, grâce à de fortes hausses des intentions de construction pour les logements multifamiliaux et les bâtiments commerciaux.

Les intentions ont dépassé la barre des 6 milliards de dollars pour une deuxième fois seulement, dans la foulée d'un nouveau sommet pour la valeur des permis de construction non résidentielle.

La valeur totale des permis grimpe pour atteindre son deuxième niveau en importance

En milliards de dollars



Au total, les municipalités ont délivré tout juste un peu plus de 6,0 milliards de dollars de permis, en hausse de 6,1 % par rapport à septembre. Ce montant n'était inférieur qu'aux 6,3 milliards de dollars de permis émis par les municipalités en décembre 2005.

Ces résultats indiquent que les chantiers de construction seront occupés cet hiver puisque les permis de bâtir sont un indicateur avancé de l'activité de construction.

La valeur des permis de construction non résidentielle a augmenté de 9,1 % pour s'établir à un sommet de 2,4 milliards de dollars en octobre, soit une troisième hausse mensuelle d'affilée. Ce niveau

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

est de 5,7 % supérieur au sommet précédent atteint en août 2005. Cette hausse a été largement attribuable à une poussée de la valeur des permis de construction commerciale en Alberta et en Colombie-Britannique.

Les intentions de construction dans le secteur résidentiel ont totalisé 3,6 milliards de dollars, en hausse de 4,3 % par rapport à septembre. Il s'agit de la troisième augmentation au cours des quatre derniers mois. La situation provenait uniquement d'un bond de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. La valeur des permis pour logements unifamiliaux a diminué.

À l'échelon provincial, les entrepreneurs au Québec ont pris des permis pour un montant record de 1,2 milliard de dollars, les deux secteurs ayant connu une hausse. De plus, l'Alberta a continué d'afficher des résultats vigoureux puisque la valeur totale des permis est demeurée à peu près inchangée par rapport au sommet de septembre.

Les plus fortes hausses (en dollars) sont survenues au Québec et en Colombie-Britannique. Dans cette dernière province, l'augmentation provenait d'une poussée des permis de construction commerciale, laquelle a fait monter la valeur globale des permis à plus de 1,1 milliard de dollars, ce qui est inférieur de seulement 1,8 % au sommet précédent atteint en mars 2006.

La valeur cumulative pour les 10 premiers mois de 2006 s'est chiffrée à 54,7 milliards de dollars, en hausse de 10,3 % comparativement à la même période en 2005. Cette croissance globale a été attribuable à

des augmentations qui ont touché à la fois les secteurs résidentiel (+9,6 %) et non résidentiel (+11,5 %).

Secteur résidentiel : La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux grimpe

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux s'est élevée à 1,4 milliard de dollars en octobre, en hausse de 15,4 % par rapport à septembre. Il s'agit du deuxième sommet en importance jamais atteint et de la troisième augmentation des quatre derniers mois.

En revanche, les municipalités ont délivré pour une valeur de 2,2 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux, en baisse de 1,7 % par rapport à septembre.

Parmi les provinces, huit ont enregistré une progression de la valeur de leurs permis résidentiels en octobre. La plus forte hausse (en dollars) a été affichée au Québec (+19,7 %, une valeur de 774 millions de dollars) et a été attribuable à une augmentation de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux.

L'Ontario est arrivée loin en deuxième place (+2,6 %, une valeur totale de 1,2 milliard de dollars), elle aussi sous l'impulsion d'une forte hausse de la composante multifamiliale.

Depuis le début de l'année, les autorités municipales ont approuvé la construction de 196 030 nouveaux logements, en hausse de 2,3 % par rapport aux 10 premiers mois de 2005.

Le nombre de logements multifamiliaux, qui représentaient tout juste un peu moins de la moitié (48,7 %) de tous les logements approuvés, a progressé de 3,7 %, tandis que le nombre de logements unifamiliaux a crû de 1,1 %.

Ces chiffres se sont accrus en raison de la performance exceptionnelle de l'Alberta puisque, sans cette province, le nombre de logements approuvés à l'échelle nationale aurait diminué de 2,7 %.

La demande de logements a continué d'être sous l'influence positive de l'économie dynamique de l'Ouest canadien, du niveau élevé de l'emploi à temps plein et de l'immigration ainsi que des taux hypothécaires avantageux.

Secteur non résidentiel : Fortes hausses dans les intentions de construction commerciale

Dans le secteur non résidentiel, les permis de bâtir ont dépassé la barre des 2 milliards de dollars pour une sixième fois en 10 mois cette année.

La tendance de la valeur des permis de construction non résidentielle est à la hausse depuis la fin de 2005.

Les intentions de construction commerciale ont fait un bond spectaculaire de 35,6 % pour s'établir à 1,5 milliard de dollars, après avoir régressé de 8,0 % en septembre. Il s'agit d'un nouveau sommet mensuel, grâce aux fortes augmentations de la valeur des permis de bâtir dans la catégorie des hôtels et des restaurants ainsi que dans celle des immeubles de bureaux et des bâtiments de loisirs. Cette composante affiche une tendance à la hausse depuis octobre 2005.

Pour ce qui est de la composante institutionnelle, la valeur des permis de bâtir a chuté de 22,8 % pour se fixer à 504 millions de dollars en octobre, après avoir progressé de 25,9 % le mois précédent. Cette situation a été en grande partie attribuable à une diminution des intentions de construction pour les édifices du gouvernement, les maisons de soins infirmiers et les bâtiments à vocation médicale. La valeur des permis de ces types de bâtiment avait été élevée en septembre.

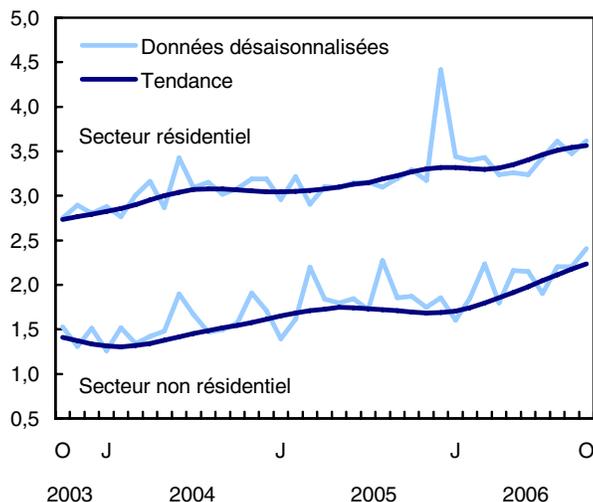
Six provinces et trois territoires ont enregistré des pertes dans le secteur institutionnel. Par comparaison, la plus forte hausse (en dollars) s'est produite en Colombie-Britannique. Malgré la diminution, la valeur des permis de construction institutionnelle présente une tendance à la hausse depuis avril 2006.

Les intentions de construction industrielle ont diminué de 13,9 % en octobre pour se fixer à 353 millions de dollars. Il s'agit d'une deuxième baisse mensuelle consécutive, situation surtout attribuable à une diminution de la valeur des permis de construction d'usines de fabrication en Ontario.

À l'opposé, le Québec a enregistré la plus forte hausse (en dollars) et a ainsi atteint pour cette composante le niveau le plus élevé depuis juin 2005.

La valeur des permis non résidentiels atteint un nouveau sommet

En milliards de dollars



Malgré la diminution mensuelle, la valeur des permis de construction industrielle connaît une tendance à la hausse depuis janvier 2006.

Plusieurs facteurs économiques ont servi à maintenir un environnement fertile pour le secteur non résidentiel. Ceux-ci comprennent une croissance des dépenses de consommation et une diminution des taux d'occupation des immeubles de bureaux. De plus, les sociétés ont inscrit des bénéfices d'exploitation record au troisième trimestre de 2006.

En revanche, les fabricants s'attendent à connaître une période difficile, anticipant une diminution de la production et de l'emploi dans les mois à venir, selon les plus récentes données de l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires.

À l'échelon provincial, la plus forte augmentation a été enregistrée en Colombie-Britannique, où la valeur des permis de construction non résidentielle a plus que doublé (+124,1 %) pour atteindre 531 millions de dollars.

Par contre, la plus forte diminution (en dollars) dans le secteur non résidentiel s'est produite en Ontario, où la baisse considérable de la composante industrielle a plus que neutralisé les progressions observées à la fois dans les secteurs commercial et institutionnel.

À l'échelle nationale, la valeur cumulée des permis de construction non résidentielle a progressé de 11,5 % par rapport aux 10 premiers mois de 2005. Les trois composantes, soit commerciale, industrielle et institutionnelle, ont affiché une augmentation.

Régions métropolitaines : Des sommets record dans l'Ouest canadien

Parmi les régions métropolitaines, Calgary a de loin enregistré la plus forte augmentation (en dollars) des 10 premiers mois de 2006, comparativement à la même période l'an dernier. Depuis le début de l'année, la valeur des permis de bâtir à Calgary a progressé de 44,8 % pour atteindre 4,5 milliards de dollars.

Même s'il reste encore deux mois de données à compiler en 2006, la valeur cumulative pour Calgary a déjà dépassé de 14,5 % le sommet annuel atteint l'année dernière, grâce aux excellents résultats observés dans les secteurs résidentiel et non résidentiel.

La deuxième hausse en importance (en dollars) est survenue à Edmonton, suivie de très près de Vancouver. Edmonton et Saskatoon ont aussi déjà atteint un niveau record annuel. Dans les deux cas, la valeur cumulative des permis a été légèrement supérieure à leur ancien sommet annuel atteint en 2005.

Les huit régions métropolitaines à l'ouest de l'Ontario ont toutes enregistré des hausses de 10 % et plus.

La valeur cumulative des permis de bâtir a régressé dans seulement 7 des 28 régions métropolitaines. Les plus fortes diminutions (en dollars) ont été enregistrées à Ottawa et à Hamilton.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro d'octobre 2006 de *Permis de bâtir* (64-001-XWF, gratuit) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir de novembre 2006 sera diffusé le 10 janvier 2007.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement¹

	Septembre 2006 ^r	Octobre 2006 ^p	Septembre à octobre 2006	Janvier à octobre 2005	Janvier à octobre 2006	Janvier-octobre 2005 à janvier-octobre 2006
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
St. John's	22,2	23,2	4,3	298,6	286,3	-4,1
Halifax	51,1	74,8	46,4	502,0	548,5	9,3
Saint John	17,3	12,9	-25,3	125,1	151,8	21,4
Saguenay	10,5	17,9	70,4	146,0	162,1	11,0
Québec	104,4	105,6	1,1	1 002,7	989,8	-1,3
Sherbrooke	26,3	49,9	89,9	206,3	266,4	29,1
Trois-Rivières	18,8	26,9	43,3	161,1	218,5	35,6
Montréal	505,5	611,4	20,9	5 001,2	5 034,5	0,7
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	166,0	206,2	24,3	1 929,9	1 862,7	-3,5
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	43,4	65,3	50,5	350,6	438,0	24,9
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	122,6	141,0	15,0	1 579,3	1 424,7	-9,8
Kingston	10,8	9,0	-16,0	162,6	199,7	22,9
Oshawa	82,5	55,7	-32,4	786,6	742,7	-5,6
Toronto	987,9	1 022,4	3,5	8 713,8	9 060,5	4,0
Hamilton	109,8	83,3	-24,1	959,8	780,8	-18,7
St. Catharines-Niagara	39,0	26,6	-31,8	435,3	443,7	1,9
Kitchener	49,3	72,0	46,1	738,2	762,5	3,3
London	59,9	66,3	10,7	695,6	758,8	9,1
Windsor	76,2	23,3	-69,4	451,5	449,3	-0,5
Greater Sudbury / Grand Sudbury	21,2	30,5	44,2	159,7	197,5	23,7
Thunder Bay	5,2	14,9	186,8	109,6	80,3	-26,7
Winnipeg	88,8	51,8	-41,7	549,5	732,9	33,4
Regina	59,7	40,7	-31,8	203,2	318,4	56,7
Saskatoon	35,9	33,6	-6,2	302,8	367,1	21,3
Calgary	634,0	500,3	-21,1	3 101,5	4 489,9	44,8
Edmonton	356,1	355,6	-0,1	2 376,8	2 919,0	22,8
Abbotsford	29,3	21,0	-28,2	262,7	299,6	14,0
Vancouver	504,8	624,5	23,7	4 665,1	5 180,1	11,0
Victoria	40,9	113,7	178,2	621,2	683,9	10,1

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Septembre 2006 ^r	Octobre 2006 ^p	Septembre à octobre 2006	Janvier à octobre 2005	Janvier à octobre 2006	Janvier-octobre 2005 à janvier-octobre 2006
Données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Canada	5 678,1	6 026,7	6,1	49 564,9	54 660,9	10,3
Résidentiel	3 472,7	3 620,4	4,3	31 155,1	34 139,5	9,6
Non résidentiel	2 205,3	2 406,3	9,1	18 409,9	20 521,3	11,5
Terre-Neuve-et-Labrador	40,8	37,9	-7,1	428,5	423,2	-1,2
Résidentiel	21,2	27,8	31,2	279,0	282,7	1,3
Non résidentiel	19,6	10,1	-48,6	149,5	140,5	-6,0
Île-du-Prince-Édouard	13,1	24,9	90,5	205,6	183,9	-10,6
Résidentiel	10,0	13,2	32,7	101,2	109,7	8,4
Non résidentiel	3,1	11,7	276,1	104,4	74,3	-28,9
Nouvelle-Écosse	95,5	127,4	33,4	994,0	1 073,5	8,0
Résidentiel	67,4	90,1	33,7	640,2	724,8	13,2
Non résidentiel	28,2	37,3	32,5	353,8	348,7	-1,4
Nouveau-Brunswick	66,4	71,5	7,7	712,2	766,9	7,7
Résidentiel	35,2	45,8	30,3	401,0	432,7	7,9
Non résidentiel	31,3	25,7	-17,8	311,2	334,2	7,4
Québec	995,3	1 191,1	19,7	9 549,4	9 902,7	3,7
Résidentiel	646,2	773,6	19,7	6 691,2	6 487,3	-3,0
Non résidentiel	349,1	417,5	19,6	2 858,2	3 415,4	19,5
Ontario	1 955,6	1 920,5	-1,8	19 421,1	19 301,0	-0,6
Résidentiel	1 173,3	1 204,1	2,6	11 691,0	11 941,9	2,1
Non résidentiel	782,3	716,4	-8,4	7 730,1	7 359,1	-4,8
Manitoba	130,0	91,8	-29,3	908,7	1 141,6	25,6
Résidentiel	66,5	64,9	-2,3	541,4	682,5	26,1
Non résidentiel	63,5	26,9	-57,6	367,2	459,1	25,0
Saskatchewan	132,3	94,7	-28,4	712,0	967,7	35,9
Résidentiel	50,0	53,0	6,0	312,0	394,7	26,5
Non résidentiel	82,3	41,7	-49,4	399,9	573,0	43,3
Alberta	1 335,7	1 333,1	-0,2	8 203,7	11 357,3	38,4
Résidentiel	738,7	748,1	1,3	4 834,1	6 901,0	42,8
Non résidentiel	597,0	585,0	-2,0	3 369,6	4 456,2	32,2
Colombie-Britannique	893,6	1 126,2	26,0	8 297,2	9 375,6	13,0
Résidentiel	656,7	595,2	-9,4	5 587,6	6 112,6	9,4
Non résidentiel	236,9	531,0	124,1	2 709,6	3 263,0	20,4
Yukon	11,3	3,7	-67,5	53,7	88,9	65,6
Résidentiel	3,9	2,1	-47,2	38,7	32,7	-15,6
Non résidentiel	7,4	1,6	-78,3	15,0	56,2	275,7
Territoires du Nord-Ouest	7,1	2,6	-63,5	66,7	35,3	-47,1
Résidentiel	2,4	1,1	-55,1	27,5	16,5	-39,9
Non résidentiel	4,7	1,5	-67,9	39,2	18,7	-52,3
Nunavut	1,3	1,2	-1,2	12,3	43,4	253,0
Résidentiel	1,3	1,2	-0,4	10,0	20,4	103,5
Non résidentiel	0,0	0,0	-100,0	2,3	23,0	919,4

^r révisé

^p provisoire

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



Revenus et dépenses d'exploitation des fermes

2005 (données provisoires)

Selon les dossiers fiscaux, les revenus d'exploitation moyens des fermes ont augmenté de 8,3 % en 2005 comparativement à 2004 pour se chiffrer à 221 211 \$, en hausse de 13,7 % (en dollars courants) par rapport à la moyenne quinquennale précédente de 2000 à 2004. Les dépenses d'exploitation moyennes ont, quant à elles, progressé de 8,4 % pour s'établir à 191 905 \$.

Par conséquent, les marges d'exploitation ont diminué de 0,2 cent par rapport à 2004 pour se fixer à 13,2 cents par dollar de revenu. Il s'agit d'une baisse de 0,5 cent par rapport à la moyenne quinquennale précédente.

L'augmentation des revenus d'exploitation moyens a été surtout attribuable à la croissance des revenus moyens provenant du bétail (+14,3 %). Les revenus moyens tirés des bovins se sont accrus de 25,1 % comparativement à 2004, ce qui s'explique principalement par la réouverture de la frontière américaine aux exportations de bovins vivants le 18 juillet 2005.

Les revenus moyens des céréales et des oléagineux ont régressé de 3,4 % par rapport à 2004, malgré une augmentation de 23,7 % des revenus provenant du soya. Les revenus moyens tirés des ventes de maïs, d'orge et de blé ont connu une baisse marquée, les prix de ces cultures ayant chuté considérablement.

En 2005, les revenus moyens des produits laitiers ont progressé de 7,6 %, et les revenus moyens de la volaille et des oeufs ont augmenté de 6,9 % comparativement à 2004. De plus, les revenus moyens provenant de ces produits assujettis à la gestion de l'offre ont crû de façon continue au cours des cinq dernières années, exhibant une hausse de 22 % par rapport à la moyenne quinquennale précédente.

L'accroissement des dépenses d'exploitation moyennes en 2005 a été surtout attribuable à la hausse de 11,6 % des dépenses pour le bétail, plus particulièrement à une augmentation de 31,5 % des achats de bovins. Entre-temps, les frais vétérinaires ont crû de 9,3 %.

Les dépenses moyennes au chapitre des machines ont progressé de 12,4 % en 2005, stimulées par un bond de 22,6 % des dépenses pour le carburant. Les dépenses moyennes pour les cultures se sont également accrues (+4,2 %), les coûts des fertilisants ayant monté de 5,5 %.

Les dépenses moyennes de commercialisation ont affiché une hausse marquée de 18,7 % par rapport à 2004. Les dépenses relatives aux loyers, au chauffage, au travail à forfait et à la location de machines ont aussi augmenté de façon remarquable.

Parmi les 11 principaux types de fermes, 7 ont connu des croissances de leurs marges d'exploitation en 2005. Les fermes laitières canadiennes ont été le seul type de ferme à enregistrer une marge d'exploitation supérieure à 20 cents, leur marge d'exploitation moyenne s'étant élevée à 25,0 cents par dollar de revenu, en hausse de 2,0 cents par rapport à 2004. La marge d'exploitation des fermes productrices de céréales et d'oléagineux a accusé un recul de 2,3 cents, ce qui représente la diminution la plus forte en 2005. Les fermes productrices de pommes de terre (+4,1 cents) ont enregistré l'augmentation la plus importante par rapport à 2004.

Selon les chiffres de ventes, toutes les catégories de revenus ont affiché une hausse des marges d'exploitation. Les fermes dont les revenus d'exploitation se situaient entre 250 000 \$ et 499 999 \$ ont obtenu les marges d'exploitation les plus élevées, estimées à 18,6 cents par dollar de revenu, en hausse de 0,1 cent par rapport à 2004.

Nota : Les présentes estimations englobent les exploitations agricoles non constituées en société dont les revenus d'exploitation bruts sont de 10 000 \$ et plus. Elles comprennent également les exploitations agricoles constituées en société dont les ventes de produits agricoles sont de 25 000 \$ et plus, et dont 50 % ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Les estimations de ce communiqué ne comprennent pas les organisations communautaires agricoles, telles les colonies huttérites. La marge d'exploitation est définie comme étant un dollar moins les dépenses d'exploitation (avant déduction pour l'amortissement) pour chaque dollar de revenu.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3447.

Pour obtenir des données personnalisées, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-5027 ou composez sans frais le 1-800-465-1991. Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Michaud au 613-951-0701, Division de l'agriculture. □

Revenus et dépenses d'exploitation moyens par ferme et marges d'exploitation¹

	2004 ^r			2005 ^p			Variation annuelle	
	Revenus d'exploitation moyens	Dépenses d'exploitation moyennes	Marges d'exploitation ²	Revenus d'exploitation moyens	Dépenses d'exploitation moyennes	Marges d'exploitation ²	Revenus d'exploitation moyens	Dépenses d'exploitation moyennes
	en dollars		en cents	en dollars		en cents	en %	
Ensemble des fermes	204 322	177 029	13,4	221 211	191 905	13,2	8,3	8,4
Céréales et oléagineux	140 227	115 393	17,7	150 636	127 369	15,4	7,4	10,4
Pommes de terre	617 809	541 005	12,4	746 060	623 194	16,5	20,8	15,2
Autres légumes et melons	307 043	269 459	12,2	340 767	293 873	13,8	11,0	9,1
Fruits et noix	160 337	139 359	13,1	179 648	159 547	11,2	12,0	14,5
Serres, pépinières et floriculture	721 572	657 112	8,9	746 796	674 790	9,6	3,5	2,7
Autres cultures	91 805	76 026	17,2	92 542	77 151	16,6	0,8	1,5
Bovins et parcs d'engraissement	155 663	143 382	7,9	169 967	158 629	6,7	9,2	10,6
Produits laitiers	340 168	262 051	23,0	379 343	284 607	25,0	11,5	8,6
Porcs	829 038	766 851	7,5	943 158	842 422	10,7	13,8	9,9
Volailles et oeufs	804 425	701 638	12,8	832 090	706 307	15,1	3,4	0,7
Autres animaux	98 132	95 727	2,5	102 346	98 722	3,5	4,3	3,1

^r révisé

^p provisoire

1. Les estimations de ce communiqué ne comprennent pas les organisations communautaires agricoles, telles les colonies huttériotes.

2. Une marge d'exploitation est définie comme étant un dollar moins les dépenses d'exploitation (avant la déduction pour amortissement) pour chaque dollar de revenu.

Éditeurs de journaux 2005

La marge bénéficiaire d'exploitation pour les éditeurs canadiens de journaux a diminué pour une deuxième année consécutive en 2005, alors que la croissance des dépenses d'exploitation a dépassé celle des revenus.

Les données tirées de l'enquête sur les éditeurs de journaux révèlent que la marge bénéficiaire d'exploitation a été de 13,3 % en 2005 comparativement à 14,2 % en 2004 et à 15,1 % en 2003.

Les bénéfices d'exploitation de l'industrie se sont élevés à 696 millions de dollars en 2005, en baisse de 20 millions de dollars par rapport à l'année précédente.

Les dépenses d'exploitation ont progressé de 5,2 % en 2005, principalement en raison de coûts d'impression et de distribution plus élevés. Les salaires, les traitements et les avantages sociaux, qui représentent 39 % des dépenses de l'industrie, ont augmenté de 1,1 %.

Par contre, les revenus d'exploitation ont progressé de 4,1 %.

Pour la portion de l'industrie visée par l'enquête, près des trois quarts des revenus provenaient des revenus publicitaires. Ceux-ci ont atteint près de 3,9 milliards de dollars en 2005, en hausse de 2,2 %, ce qui représente moins que la moitié du taux de croissance de 4,6 % observé en 2004.

Les quotidiens ont réalisé près de 2,8 milliards de dollars des revenus publicitaires de l'industrie,

comparativement à 1,1 milliard de dollars pour les journaux communautaires. Les revenus publicitaires pour les deux segments ont crû au même rythme en 2005.

En 2005, 35 % des revenus publicitaires des quotidiens provenaient de la publicité nationale, tandis que celle-ci a représenté seulement 9 % des revenus publicitaires des journaux communautaires.

Par ailleurs, la publicité locale a été à l'origine de 73 % des revenus de publicité pour les journaux communautaires l'an dernier et de seulement 38 % pour les quotidiens.

Les revenus de la publicité nationale sont réalisés à partir de campagnes nationales et régionales. Les revenus de la publicité locale proviennent des grands magasins, des restaurants, des magasins spécialisés et des supermarchés que l'on trouve dans la communauté, comme définis par l'Association canadienne des journaux.

Malgré une tendance générale à la baisse des chiffres en ce qui a trait à la diffusion, particulièrement pour les quotidiens payants, les revenus de diffusion ont augmenté de 5,2 % l'an dernier pour atteindre 871 millions de dollars.

L'augmentation observée pour les quotidiens a été en partie attribuable à des changements dans les méthodes de comptabilité concernant les revenus de diffusion. Au lieu de déclarer leurs revenus nets de diffusion, les quotidiens déclarent désormais leurs revenus bruts de diffusion. Un autre facteur à l'origine de la croissance a été une hausse de 3,5 % du prix des

journaux, telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation pour les journaux.

L'Internet a modifié le comportement des gens en ce qui a trait à l'accès aux nouvelles. Selon l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, en 2005, 62 % des internautes choisissaient de lire en ligne de leur domicile les nouvelles et les articles de sports.

En offrant aux consommateurs un choix entre des nouvelles sous format de texte imprimé et des nouvelles sous format électronique, les éditeurs de journaux sont capables de joindre un plus large échantillon de lecteurs.

Données stockées dans CANSIM : tableau 361-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4710.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Allison Bone au 613-951-3010 (allison.bone@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696. ■

Bulletin de l'analyse en innovation

Décembre 2006

Le *Bulletin de l'analyse en innovation* résume les tendances concernant les sciences, la technologie et la société de l'information. Il comprend des mises à jour sur les activités en science et en technologie gouvernementales, la recherche et le développement dans l'industrie, la commercialisation de la propriété intellectuelle, l'innovation et les technologies de pointe, la biotechnologie, la connectivité, les télécommunications et la radiodiffusion ainsi que le commerce électronique.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4218.

Le *Bulletin de l'analyse en innovation*, vol. 8, n° 3 (88-003-XIF, gratuit), est maintenant disponible sur notre site Web. À partir du module *Publications*,

choisissez *Publications Internet gratuites*, puis *Science et technologie*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Rad Joseph au 613-951-6830 (robert.joseph@statcan.ca) ou avec Claire Racine-Lebel au 613-951-6309 (claire.racine-lebel@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. Télécopieur : 613-951-9920. ■

Enquête sur les voyages des Canadiens : voyages intérieurs 2004

L'Enquête sur les voyages des Canadiens offre un cadre permettant de cerner la population des voyageurs, le type de voyage entrepris et le montant des dépenses engagées.

En 2004, environ 167 000 Canadiens ont été interviewés au sujet de leurs voyages au pays, de leurs caractéristiques personnelles et de celles de leur ménage.

Ces renseignements donneront aux décideurs de l'industrie touristique des indications quant à la promotion du Canada comme destination touristique auprès des Canadiens par l'entremise de stratégies de commercialisation et de développement de produits.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3810.

La publication *Enquête sur les voyages des Canadiens : voyages intérieurs*, 2004 (87-212-XIF, gratuite) est maintenant disponible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle du Programme du tourisme au 613-951-9169 ou composez sans frais le 1-800-307-3382 (cult.tourstats@statcan.ca), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-2909. ■

Nouveaux produits

Enquête sur les voyages des Canadiens : voyages intérieurs, 2004

Numéro au catalogue : 87-212-XIF (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Bulletin de l'analyse en innovation, vol. 8, n° 3

Numéro au catalogue : 88-003-XIF (gratuit).

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 877 591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** Malgré le ralentissement des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au travail par semaine en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** Au regard de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises combinée en 1996 a été avérée encore une fois relativement faible. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste en termes constants, septembre 1997 à la 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistiska Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.